

Les subsides

M. Turner (Vancouver Quadra): Il n'y a rien de mal à cela s'il veut faire quelque chose à ce sujet, mais je l'ai déjà dit à la Chambre et je le répète au député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) malgré la somme de \$1 par an que Bill Davis, dans sa ferveur patriotique, accepte, je prévois qu'il sera surpayé pour son travail d'ici un an.

Que dire de la rapidité avec laquelle M. Davis et son collègue, M. Lewis, se sont attaqués au problème? Ils ont fini par se rencontrer, juste avant la fin de semaine. Ils ont discuté une heure et demie devant une tasse de café, de thé ou d'autre chose. Quel était l'objet de la réunion? Faire connaissance. Une belle petite heure et demie pour faire connaissance. Quand aura lieu la prochaine réunion? Nous ne savons pas, ils ne nous l'ont pas dit. Voilà le genre de détermination dont font preuve le gouvernement du Canada et l'administration américaine. Nous pouvons être sûrs qu'il s'écoulera une nouvelle année en études, en moratoires et en inaction.

Nous ne sommes pas les seuls à protester. M. Henry Waxman, membre du Congrès des États-Unis, qualifiait cela de «nouvelle tactique dilatoire». Les initiatives de nos gouvernements ont été critiquées par la Société Audubon, le Sierra Club, la National Clean Air Coalition et la Coalition canadienne contre les pluies acides, mais vous serez heureux de savoir que les deux envoyés se sont finalement rencontrés pour faire connaissance. C'est la seule mesure dont nous puissions faire état.

Ce que nous devrions proposer, c'est un traité d'assainissement de l'air qui lierait le Canada et les États-Unis, tout comme le traité des eaux limitrophes a permis d'assainir les Grands Lacs. Nous devrions avoir le même système de surveillance et les mêmes pouvoirs d'application. Nous devrions avoir les mêmes engagements de la part des gouvernements et le genre de détermination dont, depuis 1904, nos deux pays font preuve à propos des Grands lacs. Grâce aux efforts consentis, les lacs Érié, Ontario et Michigan ont pu être assainis au cours des 10 ou 15 dernières années. Si les deux pays décident d'agir, ils peuvent accomplir quelque chose. Tout aussi important que les eaux limitrophes, dans cette région même du Saint-Laurent et des Grands lacs, dans le bassin Supérieur-Québécois, dans le bassin Kenora-Rainy River, est l'air que nous respirons et qui traverse la frontière dans les deux directions. Les vents dominants distribuent déchets et poisons sur nos forêts et nos lacs. Ce que le gouvernement devrait faire, c'est présenter au Parlement et au comité un traité sur l'assainissement de l'air qui serait signé par les deux gouvernements et les lierait; il serait adopté par le Parlement pour les domaines de compétence fédérale et par les assemblées provinciales pour leurs domaines de compétence. C'est ce dont nous avons besoin.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Les ministériels se moquent des Canadiens qui s'inquiètent de ce très grave problème. Mais il y a un autre problème urgent dont il n'y a pas non plus de quoi rire. Je veux parler de la terrible fuite de BPC sur la Transcanadienne près de Kenora, dans le nord de l'Ontario. Tout d'abord, je rappelle que, du point de vue scientifique, il ne fait absolument aucun doute que les BPC sont des produits dangereux. On en a trouvés dans le monde entier. Ce sont des produits cancérigènes mais ils peuvent également provoquer d'autres problèmes de santé. Comme l'a dit le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie), nous ne savons pas combien de temps les traces de ces produits chimiques

restent dans le système à l'état latent, avant de devenir mortels des années plus tard. Nous n'en savons rien.

Nous avons appris la semaine dernière que, dans le cadre des compressions annoncées en novembre par le ministre des Finances (M. Wilson), le gouvernement du Canada a annulé une étude importante du Conseil national de recherches sur l'évaluation et l'analyse des BPC, demandée par le gouvernement de l'Ontario. Voilà qui est brillant! En outre, comme l'a signalé vendredi mon collègue le député de Windsor-Ouest (M. Gray), le gouvernement a également réduit de 25 p. 100, soit de près de 1 million de dollars, le budget des services du ministère de l'Environnement visant à faire face aux situations d'urgence dans le transport interprovincial des marchandises dangereuses. N'est-ce pas épatant? Le gouvernement du Canada a restreint des services qui auraient pu aider les Canadiens à se préparer à ce genre de drame, à le prévoir et à empêcher qu'il ne se répète.

Quelle a été la première réaction de la ministre en apprenant la nouvelle de la fuite de BPC à Kenora? Je puis citer le hantsard et, si elle nie, nous lui répéterons ses propos cet après-midi. A-t-elle été scandalisée? S'est-elle montrée inquiète pour les particuliers et les familles en cause? S'est-elle inquiétée au sujet de la sécurité du transport des marchandises dangereuses et toxiques? A-t-elle promis de faire le nécessaire pour éviter qu'une telle tragédie ne se répète? Non, elle n'a eu aucune de ces réactions. La ministre a simplement réagi en prétendant d'un air pathétique que cette fuite de produits toxiques, qui met en danger la santé des habitants de la région et sans doute de toutes les autres personnes le long de la Transcanadienne entre Montréal et Kenora, est du ressort de la province.

Des voix: Quelle honte!

● (1600)

M. Turner (Vancouver Quadra): Elle a laissé entendre que c'était un problème mineur que la province pourrait régler. Après tout, le ministre de l'Environnement de l'Ontario a donné l'assurance au public que les BPC ne présentent un vrai danger que pour les rats, le long de la route, qui risquent d'ingérer le produit. Il participe peut-être à la course électorale, mais son ministère lui échappe. Le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) et le ministre des Transports lui ont fait écho. La ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier) était absente lorsque j'ai posé ma question, à laquelle a répondu le ministre des Pêches. Quiconque prétend que les seuls êtres menacés seront ces quelques rats ne comprend pas vraiment la gravité de la situation.

Comme l'a dit mon collègue de Cochrane-Superior (M. Penner), une traînée de poison s'étend peut-être de Montréal jusqu'à Hudson, Québec et Hawkesbury, en traversant notre capitale, s'étendant jusqu'à Arnprior, Renfrew, Pembroke et North Bay, passant dans Sudbury pour longer la rive nord du lac Supérieur jusqu'à Thunder Bay. Nous avons entendu des gens se plaindre des effets des BPC, notamment des éruptions sur des enfants et des nausées chez des adultes. Ce déversement est source de crainte et d'appréhension dans le grand public. Mais dans l'intervalle, le ministre se comporte comme une lady MacBeth moderne en cherchant à se laver de toute responsabilité. Ce déversement l'obsède. Elle voudrait qu'il